
« L'éthos bureaucratique », extrait de *L'imagination sociologique* (1959)

Charles Wright Mills



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1504>
DOI : 10.4000/socio-anthropologie.1504
ISSN : 1773-018X

Éditeur

Éditions de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013
Pagination : 129-143
ISBN : 978-2-85944-749-6
ISSN : 1276-8707

Référence électronique

Charles Wright Mills, « « L'éthos bureaucratique », extrait de *L'imagination sociologique* (1959) », *Socio-anthropologie* [En ligne], 27 | 2013, mis en ligne le 07 août 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1504> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.1504>



Socio-Anthropologie est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« L'éthos bureaucratique », extrait de *L'imagination sociologique*¹ (1959)

CHARLES WRIGHT MILLS

Depuis vingt-cinq ans, les mises à contribution administrative et les significations politiques de la sociologie ont changé du tout au tout. L'ancienne empiricité libérale des « problèmes sociaux » a encore cours, mais elle a été éclipsée par une exploitation néo-conservatrice, qui est inspirée par le patronat et qui relève de la manipulation. Cette nouvelle empiricité libérale revêt toutes sortes de formes, mais c'est un courant général qui affecte l'ensemble des disciplines humaines. J'introduirai l'étude de cet éthos en citant sa rationalisation la plus haute. « Ajoutons un mot d'avertissement à l'adresse de qui se destine à la sociologie », écrit Paul Lazarsfeld.

Sans doute nourrit-il des inquiétudes au sujet des affaires de ce monde. La menace de guerre, le conflit des systèmes sociaux, la rapidité des transformations sociales qu'il a observées dans son pays, tout lui donne le sentiment que les études sociologiques sont une urgente nécessité. Il risque de croire qu'il suffira de quelques années de pratique sociologique pour résoudre tous les problèmes pendants. Il se trompe, malheureusement. Il gagnera à ses études de mieux comprendre ce qui se passe autour de lui. D'aventure il pourra trouver quelques voies d'accès vers une action sociale fructueuse. Mais la sociologie n'en est pas encore au point d'offrir un fondement solide à la socio-économie (*social engineering*). [...] Les sciences de la nature durent attendre deux cent cinquante ans, entre Galilée et le début de la révolution industrielle, avant d'exercer une influence appréciable sur l'histoire du monde. La recherche sociologique empirique n'a que trente ou quarante ans d'âge. Si nous attendons qu'elle résolve instantanément les grands problèmes mondiaux, si nous ne lui demandons que des résultats

¹ *The Sociological Imagination*, New York, Oxford University Press, 1959. Paris, La Découverte, 2006 pour la présente édition, p. 105-121, copyright.

d'utilité immédiate, nous ne ferons que troubler le cours naturel de son évolution.

Ce qu'on a appelé ces dernières années la « nouvelle science sociale » ne désigne pas seulement l'empirisme abstrait, mais aussi l'empiricité libérale. L'expression qualifie leur méthode et leur exploitation, et fort proprement, car la technique de l'empirisme abstrait et sa mise à contribution bureaucratique vont maintenant de pair. Or je veux montrer que, ainsi associées, elles donnent naissance à une science sociale bureaucratique. Dans les moindres aspects de son existence et de son influence, l'empirisme abstrait tel qu'on le pratique représente une activité « bureaucratique ». 1) À s'efforcer de normaliser et de rationaliser toutes les phases de l'enquête, les processus intellectuels de cet empirisme se bureaucratisent. 2) Ces processus sont destinés à donner aux études sur l'homme un caractère foncièrement collectif et systématique : dans les instituts de recherche, les agences et les bureaux qui sont le fief de l'empirisme abstrait, par souci d'efficacité, on met sur pied des routines aussi rationalisées que celles des comptabilités d'entreprise. 3) Ces deux tendances à leur tour influent profondément sur le choix du personnel de l'école et sur la formation d'esprit, au point de vue intellectuel comme au point de vue politique. 4) Dans les affaires (principalement dans les services auxiliaires de la publicité), dans l'armée et de plus en plus dans les universités, la « nouvelle science sociale » sert à présent toutes les fins que sa clientèle bureaucratique peut être amenée à se proposer. Ceux qui favorisent et qui pratiquent ce style de recherche entrent promptement dans les vues de leurs clients et maîtres. Entrer dans leurs vues, c'est souvent finir par les accepter. 5) Dans la mesure où ces tentatives aboutissent aux fins qu'elles se proposent ouvertement, elles ont pour effet d'accroître l'efficacité et la réputation (c'est-à-dire la prépondérance) des formes de domination bureaucratique dans les sociétés modernes. Mais qu'elles réussissent ou qu'elles échouent dans le domaine des fins explicites (la preuve n'est pas faite), il reste que, de toute manière, elles répandent l'éthos de la bureaucratie dans d'autres domaines de la vie culturelle, intellectuelle et morale.

Par une curieuse ironie, les gens les plus ardents à mettre au point des méthodes moralement antiseptiques sont précisément parmi ceux qui prennent la part la plus active à la « science sociale appliquée » et à l'« ergonomie » (*human engineering*). Étant donné que le travail de l'empirisme abstrait est dispendieux, seules de grandes institutions peuvent le pratiquer : entreprises, armée, État et leurs auxiliaires, notamment la publicité, les instituts de lancement et de « relations publiques ». Il y a aussi les fondations, mais leur personnel a tendance à se plier aux nouveaux canons de l'empirisme,

c'est-à-dire aux exigences de la pertinence bureaucratique. Par suite, le style s'est trouvé représenté dans des foyers institutionnels précis : depuis les années 1920, dans les agences de publicité et les agences commerciales ; depuis les années 1930, dans les entreprises et dans les chaînes d'instituts de sondage ; depuis les années 1940, dans plusieurs instituts de recherche universitaires ; pendant la Seconde Guerre mondiale enfin, dans les bureaux d'études du gouvernement fédéral. Le mouvement est en train de s'étendre à d'autres institutions, mais ce sont là ses fiefs.

Le formalisme de ces dispendieuses recherches les rend à même de fournir le genre de renseignements que réclament les clients prêts à y mettre le prix. Elles sont centrées sur des problèmes précis, permettant d'élucider les dilemmes de l'action pratique, c'est-à-dire les domaines financier et administratif. Il est faux de croire que c'est seulement quand on découvre des « principes généraux » que la sociologie peut se montrer « bonne conseillère pratique ». Très souvent, l'administrateur a besoin de connaître certains faits ou certaines relations en détail, et il ne cherche pas à en savoir davantage. Comme les sociologues de l'empirisme abstrait n'ont cure de formuler leurs propres problèmes de fond, ils sont d'autant plus enclins à laisser les autres choisir pour eux leurs problèmes. Le sociologue de la sociologie appliquée ne s'adresse pas au « public ». Il a ses clients attirés, qui ont leurs intérêts et leurs problèmes. Ce remplacement du public par la clientèle mine progressivement l'idée d'objectivité-distance, qu'entretenait probablement une sensibilité à des pressions imprécises et excentriques – et que nourrissaient donc plus précisément les intérêts particuliers du chercheur, libre, à son niveau, de fragmenter et, partant, de refuser les directives. Toutes les « écoles » peuvent influencer la carrière de l'universitaire ; le « bon travail » se définit selon les normes des différentes écoles, et le succès universitaire réclame qu'on embrasse avec ferveur les *credo* d'une école dominante. Tant que les écoles sont nombreuses, ou du moins multiples, notamment quand le marché de l'emploi est en pleine expansion, ce n'est pas difficile.

Rien n'interdit au praticien isolé d'entreprendre les travaux sociologiques les plus ambitieux, si ce ne sont ses propres limites. Mais ces francs-tireurs ne peuvent s'adonner à l'empirisme abstrait comme ils le voudraient, car c'est un travail qui, pour donner ses fruits, réclame un bureau d'études assez important pour fournir les matériaux nécessaires, ou plutôt, si j'ose dire, un « roulement » suffisant. Il faut un institut de recherches et beaucoup d'argent (universitairement parlant, s'entend). À mesure que le coût de la recherche s'accroît, à mesure que se constitue l'équipe de recherche, à mesure que le style de travail lui-même devient dispendieux, la division du travail est soumise à un empire collectif. L'université est en train de

se métamorphoser : ce n'est plus une pairie où chacun a ses apprentis et un métier à soi ; c'est une batterie de bureaucraties de recherche, qui se répartissent le travail et du même coup les techniciens intellectuels. Ne serait-ce que pour utiliser ces techniques avec profit, il faut codifier davantage les procédures pour les enseigner rapidement.

L'institut de recherche est aussi un centre de formation. Comme les autres instituts, il sélectionne certaines catégories d'esprit et, par le jeu des primes, il favorise l'épanouissement de certaines qualités. Deux nouveaux venus sur la scène universitaire sont les créatures de ces instituts, conjointement avec des intellectuels et des chercheurs plus académiques.

Il y a d'abord les intellectuels administrateurs et les directeurs d'études, que tous les milieux universitaires connaissent bien. Leur réputation universitaire repose sur leur pouvoir ; ils sont membres du bureau et du conseil d'administration ; ce sont eux qui vous obtiennent une place, un voyage, une bourse d'études. C'est une nouvelle espèce de bureaucrate, des cadres supérieurs de l'intellect, des « relations publiques » spécialistes des fondations. Chez eux, comme chez les promoteurs et les cadres de tout poil, la circulaire remplace le livre. Ils vous dressent fort proprement un nouveau projet de recherche ou d'institut, et administrent la publication des « livres ». Ils déclarent travailler en « milliards d'heures-hommes de travail technique ». Pour le moment, il ne faut pas s'attendre à un savoir bien solide ; il faut d'abord toutes sortes d'enquêtes méthodologiques (enquêtes sur les méthodes et enquêtes sur les enquêtes), et ensuite toutes sortes d'« études pilotes ». Les fondations aiment bien répandre la manne sur des projets de grande envergure, plus faciles à « administrer » que des volées de projets artisanaux, comme elles aiment à favoriser les projets Scientifiques avec un grand S (ce qui revient à dire qu'à force de les banaliser, on les a rendus « inoffensifs »), car elles ne veulent pas se signaler à l'attention de la politique. Les grandes fondations encouragent donc les recherches bureaucratiques à grand déploiement sur les problèmes de petit calibre et recrutent à cette fin des intellectuels administrateurs.

En second lieu, on a les jeunes recrues, qui seraient plutôt des conseillers techniques que des sociologues. C'est une affirmation un peu générale, mais je mesure mes mots. Pour évaluer l'importance d'une pensée sociologique, il faut toujours faire la part des guides et de la cordée, des inventeurs et des fonctionnaires, de la première génération, qui innove, et de la deuxième, de la troisième, qui exécutent. Toute école, si elle réussit, a sa troupe et ses éclaireurs ; c'est même le critère de sa « réussite ». C'est aussi la clé des conséquences intellectuelles de la réussite. Il y a souvent une différence d'esprit entre le *servum pecus* et les pionniers. Ici, les écoles diffèrent profondément. Dans une très large mesure, les différences dépendent

du type d'organisation sociale que chaque style de travail autorise ou encourage. Plusieurs des inventeurs et des administrateurs du style que nous examinons en ce moment sont des esprits profondément cultivés. Dans leur jeunesse, ils ont assimilé les grands modèles de pensée de la société occidentale; leur expérience intellectuelle et culturelle s'est étendue sur de longues années. Ce sont des hommes cultivés, conscients de leur sensibilité et capables de continuer à se cultiver. Mais la seconde génération, ces jeunes gens issus du pauvre milieu intellectuel des *high schools* américaines, n'a rien connu de tel. Généralement, ils ont mal travaillé au *college*; du moins a-t-on lieu de penser que les instituts de recherche ne recrutent pas les plus brillants. J'ai rarement vu l'un de ces jeunes gens s'arrêter vraiment sur une question d'ordre intellectuel. Je n'en ai jamais vu faire montre d'une curiosité passionnée pour un grand problème, de cette curiosité qui fouette l'esprit et le ferait aller n'importe où, à n'importe quel prix, qui le forcerait, s'il le fallait, à se renier pour *trouver*. Ces jeunes gens sont moins insatisfaits que méthodiques; ils ont moins d'imagination que de patience; ils sont avant tout dogmatiques dans toute l'acception historique et théologique du terme. Ce n'est qu'un aspect parmi d'autres de la misère intellectuelle où croupissent d'innombrables étudiants américains, tant au *college* qu'à l'université, mais je crois qu'elle est particulièrement évidente chez les conseillers techniques de l'empirisme abstrait.

Ils veulent faire carrière dans la recherche sociologique; ils se sont spécialisés très tôt et très étroitement, et ils n'éprouvent qu'indifférence ou mépris à l'égard de la « philosophie sociale », qui revient, d'après eux, à « écrire des livres avec d'autres livres », quand ils ne l'accusent pas de n'être que « spéculation ». À les écouter, à tenter de mesurer leur curiosité, on s'aperçoit que ce sont de tout petits esprits. Ils n'éprouvent aucun embarras devant des domaines où tant d'intellectuels avouent leur ignorance. L'attachement envers la méthode scientifique dont se réclame la sociologie bureaucratique fait beaucoup pour sa propagande. La formation des chercheurs est facile; elle leur offre une carrière d'avenir; le recrutement est aisé. Dans un cas comme dans l'autre, des méthodes dûment codifiées, facilement accessibles aux chercheurs, assurent le succès. Chez certains pionniers, les techniques de l'empirisme favorisent une imagination qui, si elle est souvent en veilleuse, existe pourtant, on le sent bien. En parlant à ces gens-là, on s'adresse à des êtres pensants. Mais lorsqu'un jeune a passé trois ou quatre ans à faire ce genre de travail, on ne peut plus lui parler d'étudier la société moderne. Sa situation, sa carrière, son ambition et son amour-propre sont tout entiers dans cette façon de voir, dans ce vocabulaire, dans ces techniques-là. En vérité, il ne sait plus rien d'autre.

Chez certains, l'intelligence divorce d'avec la personnalité; ce n'est plus pour eux qu'une sorte de *true* pratique qu'ils comptent monnayer un bon prix. Ils ont perdu le sens de l'humanisme et vivent pour des valeurs que n'inspire plus jamais le respect de la raison humaine. Voilà des techniciens ambitieux et énergiques qu'une demande avilissante et une routine pédagogique défectueuse ont rendus incapables d'acquérir l'imagination sociologique. Espérons qu'une fois un grand nombre d'entre eux parvenus au niveau correspondant à celui de professeurs adjoints, ils seront touchés par une sorte de grâce intellectuelle et ne se sentiront plus les vassaux d'empereurs sans vêtements. Le style de l'empirisme abstrait, l'inhibition méthodologique qu'il nourrit, le foyer de son empiricité, les qualités d'esprit que ces instituts choisissent et font fructifier – tout cela ne fait que rendre plus pressantes les questions que posent les tactiques sociales de la sociologie. Ce style bureaucratique et les institutions qui l'incarnent obéissent aux grandes tendances de la structure sociale d'aujourd'hui et aux types de pensée qui la caractérisent. Je ne pense pas qu'on puisse l'expliquer, ou même la bien comprendre, si l'on n'admet pas cette vérité. Ces mêmes courants sociaux n'affectent pas seulement les sciences sociales, mais toute la vie intellectuelle américaine, et jusqu'au rôle même que joue la raison dans les choses humaines de notre temps. L'enjeu est clair; si la sociologie n'est pas autonome, elle ne saurait être une entreprise à responsabilité collective. À mesure que les moyens de recherche s'accroissent et demandent davantage de crédits, ils sont peu à peu « expropriés »; aussi cette sociologie ne peut-elle être vraiment autonome qu'à une seule condition, que les sociologues, collectivement, aient la haute main sur les moyens de recherche. Dans la mesure où le sociologue isolé laisse des bureaucrates s'immiscer dans son travail, il perd son autonomie de chercheur; dans la mesure où la sociologie s'identifie à un travail bureaucratique, elle perd son autonomie sociale et politique. Je dis bien « dans la mesure où », car il s'agit évidemment d'une tendance et non d'un état de fait général. Si l'on veut comprendre ce qui se passe dans un secteur de recherches culturelles ou intellectuelles, il faut comprendre son contexte social immédiat. Il me faut donc dire un mot sur les coteries universitaires. Il est vrai que, dans la mesure où une idée est durable et valable, une personnalité ou une coterie, quelle qu'elle soit, n'en est que le symbole provisoire. Toutefois, la question des « coteries », des « personnalités » et des « écoles » n'est pas si simple que cela; il faut savoir qu'elles exercent une forte influence sur l'évolution des sciences sociales. Il faut en tenir compte, ne serait-ce que parce que toute activité culturelle a besoin d'être financée d'une manière ou d'une autre et de trouver auprès d'un public, quel qu'il soit, l'adjuvant d'une critique. Ce ne sont pas seulement des jugements objectifs sur la valeur de l'activité qui appellent les

crédits ou la critique, et d'ailleurs l'objectivité des jugements, comme la valeur, prête à discussion. Les coteries universitaires ont pour fonction de régler la concurrence, mais aussi d'en fixer les normes et de récompenser les travaux qui y répondent, à tel ou tel moment. Ce qui fait la coterie, ce sont les critères d'après lesquels on juge les hommes et on critique les œuvres. J'ai déjà montré ce qu'était l'« éthos des techniciens » de la sociologie bureaucratique, quel était leur esprit, comment ils faisaient la réputation, lançaient les modes sociologiques et fabriquaient les critères du jugement ; je citerai simplement les moyens qu'utilise la coterie pour mener à bien ses tâches internes : conseils d'amis aux jeunes, offres de situations et notes favorisant l'avancement ; envois de livres à des critiques favorables ; facilités de publication ; allocations de recherches ; recommandations ou intrigues destinées à assurer des situations honorifiques au sein des associations professionnelles et des comités de lecture des revues spécialisées. Dans la mesure où ces moyens sont des attributions de prestige, décisives pour une carrière universitaire, elles intéressent les espoirs économiques de l'intellectuel isolé ainsi que sa réputation professionnelle. Il y avait un temps où la réputation universitaire était bâtie sur la publication d'ouvrages, d'études, de monographies en somme, sur la production d'idées et de travaux savants, et sur l'opinion que s'en faisaient collègues et amateurs éclairés. S'il en a été ainsi en sociologie et dans les humanités, c'est que la compétence et l'incompétence pouvaient se contrôler puisque, dans l'université ancienne formule, il n'y avait pas de privilège de compétence. On ne sait jamais très bien si la compétence qu'on prête au président-directeur général d'une entreprise est due à ses talents personnels ou bien aux pouvoirs et aux facilités qu'il tire de sa situation. Mais la question ne se posait pas lorsque les intellectuels, comme les professeurs de la vieille école, étaient vraiment des artisans.

Quoi qu'il en soit, le nouveau politique de l'enseignement supérieur, comme le cadre supérieur et le responsable militaire, a acquis des instruments de compétence qu'il faut soigneusement distinguer de sa vraie compétence personnelle, mais que sa réputation ne distingue nullement. Une secrétaire diplômée à plein temps, un garçon de bibliothèque, une machine à écrire électrique, un dictaphone, une ronéo, éventuellement un modeste budget de trois ou quatre mille dollars par an pour acheter des livres et des revues : voilà un petit équipement et un petit personnel qui donnent un bel air de compétence au premier intellectuel venu. Le cadre supérieur peut s'esclaffer devant ces moyens misérables ; les professeurs de *college* ne rient pas : il n'y en a pas beaucoup, même parmi les plus actifs, qui puissent compter sur de si grandes facilités. Et pourtant cet équipement est bien un instrument de compétence et de carrière, et ici le libre savoir ne vaut pas une bonne coterie. Son prestige est un atout pour obtenir

les instruments, et les instruments à leur tour sont les clés de la réputation. On comprend donc qu'on puisse se faire une réputation magnifique sans presque rien produire. D'un de ces habiles hommes, un collègue, songeant aux caprices de la postérité, disait un jour aimablement : « Vivant, ce sera le plus éminent spécialiste de sa discipline ; quinze jours après sa mort, personne ne saura plus son nom. » La cruauté du mot témoigne des affres que doivent bien souvent traverser ces politiques, en louvoyant dans les coterie universitaires.

Si plusieurs coterie sont en concurrence dans un domaine de recherche, ce sont les positions relatives des rivales qui décident de la stratégie à adopter. Les petites coterie, celles qui passent pour insignifiantes, laissent dire aux grandes que, tôt ou tard, elles se retireront des affaires. Leurs membres seront ignorés, circonvenus ou éliminés, et ils disparaîtront sans postérité. Il ne faut pas oublier que la fonction essentielle des coterie consiste à former une nouvelle génération d'universitaires. Sont insignifiantes celles qui meurent sans laisser de traces. Mais s'il y a deux grandes écoles, dirigées par des hommes de pouvoir et de prestige, il s'agit alors de fusionner, de fonder un cartel. Et si une école est en butte au harcèlement (lancé par des isolés ou par des rivales), la stratégie fondamentale consiste à nier l'existence de la coterie, ou même de l'école ; c'est ici que les politiques récoltent les fruits de leurs activités.

On confond souvent à dessein ce qui profite à la coterie et ce qui entre dans le vrai travail de l'école. Chez les jeunes, cela favorise la carrière ; chez les anciens, la coterie instaure une prime à l'administration, à l'avancement, à la politique et à l'amitié. C'est chez les anciens notamment que les réputations sont ambiguës ; cette réputation, demanderont les curieux, est-elle due à la qualité intellectuelle de l'œuvre accomplie ou à la situation de l'intéressé au sein de la coterie ?

En considérant les rapports entre coterie, on se heurte immédiatement à ceux qui parlent non pas au nom d'une coterie, mais au nom de tout un « domaine ». Ce ne sont pas les agents exécutifs d'une firme, mais les représentants de toute une industrie. Qui aspire à jouer le rôle de politique pour tout un domaine doit effectivement soutenir par exemple qu'il n'y a aucune réelle différence intellectuelle entre les deux grandes coterie. De fait, ménageant la chèvre et le chou, son premier souci intellectuel est de montrer qu'elles « veulent toutes les deux la même chose ». Il se fait le symbole de prestige de ce que l'une et l'autre se donnent pour spécialité, dans le temps même où il se fait le symbole de leur unité « réelle » ou virtuelle. [...] C'est une sorte de courtier en prestige, qui distribue sa marchandise aux deux parties en présence.

Imaginez que deux écoles s'affrontent dans un certain domaine, l'une ayant nom Théorie et l'autre Recherche. Le bon politique se

livre à une incessante navette entre les deux ; on le voit ici comme là, ce qui ne l'empêche pas d'être aussi entre les deux. Son prestige laisse espérer non seulement que Théorie et Recherche ne sont pas incompatibles, mais qu'elles sont « bel et bien » parties intégrantes d'un même modèle de travail sociologique. Il symbolise cet espoir, mais l'espoir n'est pas fondé sur des ouvrages ou des études qu'il aurait écrits. Il se passe ceci : dans tous les ouvrages prometteurs publiés par Recherche, le politique cherche Théorie et, à l'optatif, il la trouve sans coup férir. Dans tous les ouvrages renommés de Théorie, le politique cherche Recherche et, sur un mode non moins optatif, il la découvre. Ces « trouvailles » sont de l'ordre de l'article critique étendu, où l'attribution du prestige personnel tient autant de place que l'examen des œuvres proprement dites. Quant à l'étude achevée où seraient véritablement réconciliées Recherche et Théorie, c'est seulement, comme je l'ai dit, un espoir, un symbole. En attendant, le prestige du politique ne repose sur aucune étude de ce genre et, pour tout dire, ne repose souvent sur aucune étude du tout.

Il y a quelque chose de tragique dans le rôle du politique. Ceux qui l'assument sont souvent de grands esprits ; les médiocres ne sont pas faits pour lui, quoique souvent ils l'imitent de façon purement verbale. Or le rôle que joue le politique le détourne du travail concret. Le prestige dont il s'entoure est tellement disproportionné avec ce qu'il accomplit effectivement, l'espoir qu'il fait miroiter est si magnifique que le chemin de l'« étude » lui est interdit et, lorsqu'il a contribué activement à la rédaction d'une étude ou d'un livre, il n'est jamais pressé de les terminer ou de les publier, même quand les autres croient qu'il a fini. Il se plaint des réunions et autres obligations dues à son rôle de politique, et en même temps il en accepte d'autres, voire il les recherche. Son rôle est à la fois cause et prétexte de son inaction. Il est lié et ne cesse de le répéter : mais il faut qu'il se lie toujours davantage, faute de quoi, devant lui comme devant les autres, son rôle de politique ne sera plus qu'un prétexte.

L'université n'est pas faite seulement de coteries. Il y a aussi les francs-tireurs, qui sont fort divers, et dont le travail est divers lui aussi. Aux yeux d'une coterie qui tient le haut du pavé, les francs-tireurs passent pour des alliés ou des neutres ; peut-être sont-ils « éclectiques » dans leur travail ou d'une nature « un peu sauvage ». Mais s'ils font parler d'eux, s'ils passent pour des gens méritants, utiles, estimables, les membres de la coterie cherchent à les attirer, à les guider, éventuellement à les recruter. Les simples louanges réciproques, entre membres de la coterie, ne suffisent pas.

Mais parmi les francs-tireurs, il en est qui refusent de jouer le jeu et de faire main basse sur les conceptions de prestige. Les uns sont simplement des indifférents, absorbés dans leurs travaux ; d'autres manifestent une hostilité ouverte. Ce sont des esprits critiques, qui

s'en prennent au travail de l'école. Si c'est possible, la coterie les enveloppera, eux et leurs travaux, dans le même mépris. Mais ce n'est une stratégie sûre et efficace que si la coterie tient vraiment le haut du pavé. En outre, pour que le geste ait grande allure, il faut que la coterie coïncide intégralement avec le champ d'études et exerce sur lui un empire sans partage. C'est rarement le cas ; un champ d'études est généralement exploité par une foule de neutres et de petits chercheurs éclectiques, ainsi que par d'autres coteries. Il y a aussi des champs d'études confédérés ; au-delà de tout cela, il existe enfin des quantités de publics et de collectivités extra-universitaires dont la curiosité ou les applaudissements disputent aux coteries la souveraineté exclusive sur le prestige, les carrières et les réputations.

Si l'on ne peut ignorer les mauvais esprits, il faut donc recourir à d'autres stratégies. Tous les moyens de pression utilisés au sein de l'école sont propres à rembarquer les ennemis extérieurs ; je n'en citerai qu'un, le compte rendu critique, instrument par excellence de l'attribution de prestige. Imaginons qu'un franc-tireur publie un livre qui fait trop de bruit pour qu'on puisse se permettre de le traiter par préterition. Le « sale coup » à faire, c'est de confier le compte rendu à un membre éminent de la coterie, notamment à un rival intellectuel, voire à un ennemi déclaré des idées du savant ou du moins à quelqu'un ayant partie liée avec les thèses contraires. La machination peut être plus subtile ; on confiera le compte rendu à un jeune espoir de la coterie, personnage mineur qui n'a guère publié et dont les idées sont encore peu connues. Le procédé offre de nombreux avantages. Le jeune espoir donne ainsi un gage de loyauté, et c'est l'occasion, grâce à sa critique, de se gagner la considération d'un aîné dont l'audience est plus grande. Implicitement, on déprécie l'ouvrage en ne le confiant pas à une célébrité. Le critique, de son côté, joue sur le velours ; l'aîné, par une sorte de snobisme, ne voudra pas user du droit de réponse ; l'auteur d'un ouvrage ne répond pas aux critiques spécialisés ; cela ne se fait pas ; certaines revues savantes dissuadent systématiquement de le faire et parfois l'interdisent. Mais même si l'auteur répond, cela ne tire pas à conséquence. Pour peu qu'on ait fait non seulement de la critique, mais des livres, on sait bien que la plus facile de toutes les activités intellectuelles est l'« éreintement » sur trois colonnes ; quel que soit le livre, il est virtuellement impossible d'y répondre dans les mêmes limites. Ce ne serait pas le cas si tous ceux qui suivent la controverse lisaient l'ouvrage soigneusement ; comme il n'en est rien, le critique peut en prendre à son aise.

Si toutefois le livre en question fait couler beaucoup d'encre tant à l'intérieur du champ d'études qu'à l'extérieur, alors il n'y a plus qu'une chose à faire : le confier à un ponte de la coterie, de préférence à un politique, qui répandra les louanges sans s'occuper de la teneur de l'ouvrage, et montrera qu'il va dans le sens des grandes lignes

d'avenir que le champ d'études dans son ensemble laisse apparaître. La seule chose à éviter à tout prix, c'est de confier le compte rendu à un autre franc-tireur qui se mêlerait, *primo*, de dire hautement et intelligiblement ce qu'il y a dans le livre et, *secundo*, de faire sa critique sans le moindre égard pour les écoles, les modes ou les coteries. Parmi les slogans des écoles sociologiques, il en est un qui revient sans cesse : « Le but de la sociologie consiste à prédire et à régler la conduite humaine. » On entend beaucoup parler aussi d'« ergonomie » (*human engineering*), expression indéterminée qui tient lieu d'objectif clair et bien défini. Sa clarté illusoire repose sur une analogie indiscutée entre la « domestication de la nature » et la « domestication de la société ». Ceux qui ont ces expressions à la bouche ont généralement pour ambition de « transformer les études sociales en vraies sciences », et veulent faire un travail qui tourne le dos à la morale et soit résolument apolitique. En règle générale, le principe de base postule le « retard » de la sociologie sur la physique et la nécessité de le combler. Ces slogans de technocrates tiennent lieu de philosophie politique parmi les hommes de science dont je parlais il y a un instant. Ils s'apprêtent à faire subir à la société, j'imagine, ce que les physiciens ont fait subir à la nature. Leur philosophie politique se résume à penser que, pour peu qu'on utilise, pour « régler la conduite sociale », les méthodes de la science, qui permettent à l'homme de domestiquer l'atome, les problèmes de l'humanité seraient bientôt résolus et tout le monde connaîtrait la paix et l'abondance.

Derrière ces formules, se cachent de curieuses notions sur le pouvoir, la raison et l'histoire – toutes fort obscures et horriblement confuses. Ces formules présupposent un optimisme rationaliste et creux, qui ignore résolument les rôles que peut jouer la raison dans les affaires humaines, la nature du pouvoir et ses rapports avec le savoir, le sens de l'action morale et la place qu'y tient le savoir, la nature de l'histoire et le simple fait que les hommes ne sont pas seulement ses créatures, mais éventuellement des créateurs et parfois même les créateurs de l'histoire. Avant de m'attaquer à ces problèmes et de voir comment ils retentissent sur les significations politiques des sciences sociales, je vais examiner la pierre angulaire de la philosophie des technocrates – le slogan sur la prédiction et la régulation des conduites humaines.

Parler si légèrement de prédiction et de régulation, c'est adopter le point de vue du bureaucrate, aux yeux de qui, selon l'observation de Marx, le monde est un objet de manipulation. Prenons un exemple extrême pour illustrer la chose : si un individu a entre les mains un appareil de commande aussi puissant qu'ingénieux sur une division armée stationnée dans une île perdue que nul ennemi ne menace, vous conviendrez qu'il occupe bien un poste de domination. S'il utilise pleinement ses pouvoirs et s'il a tiré des plans précis, il peut

prédire, à très peu de chose près, ce que chacun de ses hommes fera à telle heure, tel jour, en telle année. Il connaît parfaitement tous les sentiments qu'ils éprouveront, car il les manipule comme des objets inertes; il a le pouvoir de contrecarrer leurs projets, et il y a des moments où il peut se prendre pour un despote tout-puissant. S'il peut régler, il peut prédire. Il exerce son commandement sur des « régularités ».

Mais nous autres sociologues, nous n'avons pas affaire à des objets aisément manipulables, et nous ne sommes pas davantage des despotes éclairés. En tout cas, si nous formulions l'une de ces deux hypothèses, nous adopterions une position politique qui, chez des professeurs, serait pour le moins curieuse. Aucune société n'a jamais été enfermée dans les cadres rigides que je prête à ma division armée. Quant aux sociologues – Dieu merci, ce ne sont pas des généraux. Toutefois, parler tout d'un trait de « prédiction et de régulation », comme il est fréquent, c'est sous-entendre une contrainte unilatérale, dans le genre de celle qu'exerce mon général imaginaire, dont j'ai légèrement exagéré les pouvoirs, par souci de clarté.

Or je veux que ce soit bien clair, pour montrer la dimension politique de l'éthos bureaucratique. Il a été exploité par et dans des secteurs non démocratiques – instituts militaires, entreprises, agences de publicité, administrations gouvernementales. C'est dans et pour ces bureaucraties que de nombreux sociologues ont été conviés à travailler, et les problèmes sur lesquels ils se penchent sont ceux des grands commis de ces machines administratives. L'analyse du professeur Robert S. Lynd dans *The American Soldier* me paraît très jute :

Ces volumes montrent avec quelle habileté on met les sciences à contribution pour sélectionner et pour enrôler les hommes en vue de fins qu'ils ne se proposent pas de leur propre chef. On mesure clairement l'impuissance de la démocratie libérale au fait qu'elle n'emploie plus ses sciences sociales à résoudre directement ses problèmes, mais les exploite de plus en plus de manière indirecte et tangente; elle ramasse les miettes des entreprises privées qui cherchent à mesurer les réactions du public en vue de faire coïncider les programmes de radio et les programmes de cinéma; ou encore, comme ici, elle est à la remorque des militaires qui cherchent le moyen de transformer un contingent terrorisé en soldats d'élite, prêts à livrer une guerre dont ils ne comprennent pas les raisons. Lorsque des fins aussi étrangères à sa nature régissent l'utilisation de la sociologie, chaque fois qu'on l'utilise, on tend à en faire l'instrument de l'asservissement des masses, et par conséquent, on fait peser une menace supplémentaire sur la démocratie.

Les slogans des « ergonomistes » ont pour effet d'étendre l'utilisation de cette pensée et de ces méthodes au-delà de leur champ véritable. Quand on utilise les slogans comme expression de « ce qu'on fait », on accepte un rôle bureaucratique, lors même qu'on ne le remplit pas effectivement. Ce rôle, en somme, est très souvent vécu sur le mode du *comme si*. Adopter le point de vue technocratique et, en tant que sociologue, s'en inspirer, c'est agir *comme si* l'on était effectivement un ergonomiste. C'est dans cette optique bureaucratique que le rôle public du sociologue est aujourd'hui fréquemment conçu. Agir sur le mode du « je-serais-ergonomiste » pourrait être amusant dans une société où l'humaine raison aurait partout acquis un droit de cité démocratique, mais ce n'est pas le cas aux États-Unis. La société américaine est peut-être beaucoup de choses, mais on peut dire à coup sûr que c'est une société où, de plus en plus souvent, des bureaucraties fonctionnelles et rationnelles s'immiscent dans les affaires humaines et les grandes décisions historiques. Il ne faut pas croire qu'à toutes les périodes de l'histoire, les transformations historiques échappent également à l'empire de la volonté et s'accomplissent derrière notre dos. En tout cas, nous sommes à une époque où, de plus en plus, les transformations historiques sont à la merci des grandes décisions que prennent ou que ne prennent pas les élites mises en place par les bureaucraties. De surcroît, voilà une période et une société où, étendus et centralisés, les instruments de domination et les instruments de pouvoir s'adjoignent la complicité de la sociologie en vue de parvenir à toute fin qu'il plaît aux détenteurs de ces moyens de lui assigner. Parler de « prédiction et de régulation » au mépris des questions qu'elles soulèvent, c'est faire abandon du peu d'autonomie politique et morale dont on puisse encore se prévaloir.

Peut-on parler de « régulation » dans une optique qui ne soit pas bureaucratique ? Certes oui. On a imaginé diverses espèces d'« autorégulation collective ». Pour en rendre compte convenablement, il faut évoquer tous les problèmes de liberté et de rationalité, en tant qu'idées et en tant que valeurs, et aussi l'idée de « démocratie », comme type de structure sociale et comme faisceau d'espoirs politiques. La démocratie donne à ceux qui sont asservis à la loi, le pouvoir et la liberté de modifier la loi selon des règles arrêtées d'avance, et éventuellement de modifier ces règles ; mais surtout, elle accorde à la collectivité la haute main sur la mécanique structurelle de l'histoire même. C'est une idée complexe et difficile, que je reprendrai plus tard en détail. Pour l'instant je veux simplement montrer que si les sociologues, dans une société qui abrite des aspirations démocratiques, veulent réfléchir sérieusement à quoi mène un programme de prédiction et de régulation, il leur faut examiner ces problèmes avec soin.

Peut-on parler de « prédiction » dans une optique qui ne soit pas bureaucratique ? Certes oui. Les prédictions peuvent s'appuyer sur des « régularités fortuites » et non sur des contraintes. Sans domination, c'est dans les secteurs où personne d'autre n'exerce de domination non plus que nous serons singulièrement à même de prédire – dans les secteurs ou pour les activités « volontaires » et non routinières tendent vers zéro. Le langage, par exemple, évolue et persiste, « derrière notre dos ». Ces régularités se produisent peut-être aussi en accord avec la mécanique structurelle de l'histoire. Si nous pouvons saisir ce que John Stuart Mill appelait les *principia media* d'une société, si nous pouvons saisir ses grandes lignes, en somme, si nous pouvons comprendre la transformation structurelle de notre époque, nous aurons peut-être une « assiette de prédiction ». Toutefois, il ne faut pas oublier que, dans leurs milieux particuliers, les hommes sont souvent maîtres de leurs actes ; notre étude consiste en partie à déterminer dans quelle mesure ils le sont effectivement. Sachons qu'il n'y a pas seulement des généraux imaginaires, mais aussi des vrais ; qu'il existe des cadres d'entreprise et des chefs d'État. En outre, et on l'a souvent dit, les hommes n'étant pas des objets inertes, ils peuvent venir à connaître les prédictions dont ils sont l'objet et tourner bride, ce qu'ils ne manquent pas de faire effectivement ; ils sont libres d'accomplir les prédictions ou de les faire mentir. On ne peut donc pour l'instant prédire exactement leurs actions. Dans la mesure où les hommes jouissent de quelque liberté, ce qu'ils feront n'est pas matière à prédictions. Mais le problème est ici : prétendre que le « véritable objectif final de l'ergonomie » ou de la « sociologie » est de « prédire », c'est substituer un slogan de technocrate à ce qui devrait être une option morale dûment réfléchie. Voilà qu'apparaît encore le point de vue bureaucratique, au sein duquel, pour peu qu'on l'adopte jusqu'au bout, le choix moral est encore plus limité. La bureaucratisation de la sociologie est un phénomène général ; elle finira peut-être par envahir toutes les sociétés livrées aux routines bureaucratiques. Elle va naturellement de pair avec une théorie ronflante et jésuitique, qui n'interfère pas avec la recherche administrative. Les recherches particulières, généralement statistiques, livrées sans espoir aux exploitations administratives, n'affectent en rien l'élaboration des concepts ; celle-ci à son tour n'est pour rien dans les résultats des recherches particulières, mais elle est pour beaucoup dans la légitimation du régime et celle de ses caprices. Pour le bureaucrate, le monde est un monde de faits avec qui il faut en user en s'appuyant sur des règles strictes. Pour le théoricien, le monde est un monde de concepts, qu'il convient de manipuler sans l'aide de règles bien précises, et à l'occasion sans règles du tout. La théorie, à bien des égards, contribue à la justification idéologique de l'autorité. La recherche à fins bureaucratiques contribue à donner de la présence

et de l'efficacité à l'autorité, en livrant des renseignements qui intéressent de près les projets de l'autorité.

L'empirisme abstrait est exploité par la bureaucratie, tout en ayant d'évidentes portées idéologiques, utilisées parfois sans détour. La suprême théorie, comme je l'ai dit, n'est d'aucune utilité bureaucratique directe; sa portée politique est idéologique et elle n'en a pas d'autre. Si ces deux styles de travaux – l'empirisme abstrait et la suprême théorie – devaient former un « tandem » intellectuel, ou même se hisser à la première place, ils menaceraient singulièrement les espoirs intellectuels de la sociologie et l'espoir politique qu'on peut mettre dans le rôle de la raison auprès des affaires humaines – le rôle que lui prête traditionnellement la civilisation des sociétés occidentales.